

Au Royaume-Uni, l'indépendance de l'Ecosse et la réunification de l'Irlande n'ont plus le vent en poupe

<https://www.lemonde.fr/article-offert/6d4d7442fdda-6489114/au-royaume-uni-l-independance-de-l-ecosse-et-la-reunification-de-l-irlande-n-ont-plus-le-vent-en-poupe>

Cécile Ducourtieux, Londres, correspondante, Le Monde, 9 janvier 2025.

Les Irlandais ont reconduit, le 1er décembre, la coalition de centre droit lors des législatives, écartant le parti pro-réunification de l'île. La stratégie du parti indépendantiste écossais a, de son côté, volé en éclats en 2022, tout référendum sur l'indépendance devant être avalisé par le Parlement britannique.

Il y a cinq ans, le 31 janvier 2020, avait lieu le Brexit. A en croire tous les sondages, une majorité de Britanniques regrettent aujourd'hui ce choix historique. Pourtant, les plus dramatiques des prédictions formulées par les experts et les opposants à la sortie de l'Union européenne (UE) ne se sont pas réalisées.

Le Brexit n'a pas donné lieu à un brutal décrochage économique, même s'il a introduit des freins aux échanges avec l'UE, principal partenaire commercial du pays, limitant sa capacité de croissance. Le Brexit n'a pas non plus déclenché la désagrégation du Royaume-Uni : l'indépendance de l'Ecosse reste une perspective lointaine et il n'existe ni majorité ni sentiment d'urgence en République d'Irlande, comme en Irlande du Nord, pour une réunification de l'île d'Irlande.

[Le référendum sur le Brexit de 2016](#) avait pourtant donné aux indépendantistes écossais un argument de poids : ils réclamaient la tenue d'un second référendum sur leur indépendance après [celui de 2014 \(55 % des votants avaient alors choisi de rester au sein du Royaume-Uni\)](#), au motif que la donne avait fondamentalement changé.

Lire aussi | [Brexit : l'Ecosse demande à rester dans le marché unique](#)

En grande majorité pro-européens – ils ont voté à 62 % pour rester dans l'UE –, les Ecossais voyaient leur destinée contrariée par le vote des brexiters anglais. Les dirigeants britanniques, Boris Johnson en tête, ont aussi alimenté leur rejet d'un pouvoir concentré à Londres, entre Westminster et Downing Street, faisant peu de cas des sensibilités et identités régionales. A partir de 2020, les sondages en faveur de l'indépendance se sont mis à osciller autour de 50 %.

Divisions et scandales au SNP

Le soufflé indépendantiste est en partie retombé : après dix-sept années au contrôle de l'exécutif régional à Édimbourg, le parti indépendantiste Scottish National Party (SNP, le Parti national écossais) a de plus en plus de mal à justifier un bilan mitigé. Il a beaucoup travaillé à réduire la pauvreté (notamment infantile), mais les temps d'attente au National Health Service (NHS) Scotland (le système de santé écossais) sont encore plus longs qu'au NHS England, son pendant anglais, et l'Ecosse détient toujours le triste record du [plus grand nombre de morts par overdose en Europe](#).

Un peu comme les conservateurs britanniques, le SNP s'est enfoncé dans les divisions et les scandales : il en est à son troisième chef de file en deux ans, après [la démission de la très charismatique Nicola Sturgeon](#), en février 2023, puis [celle de Humza Yousaf un an plus tard](#). Et la police enquête sur des [irrégularités dans les finances du parti](#).

La stratégie d'indépendance du SNP a volé en éclats quand la Cour suprême du Royaume-Uni a statué, fin 2022, que le Parlement d'Édimbourg ne pouvait organiser de référendum sur l'indépendance sans l'aval du Parlement britannique. En outre, le Brexit agit désormais comme un repoussoir. Bien des Ecossais n'ont pas envie de revivre, avec un futur processus d'indépendance, les profondes divisions que le Brexit a engendrées, jusqu'au sein des familles.

Ils redoutent aussi de se déchirer sur la question d'une future frontière entre l'Angleterre et l'Ecosse, alors que les deux nations partagent le même destin depuis la signature de l'Act of Union de 1707. Enfin, l'indépendance aurait un coût (des dizaines de milliards de livres, au bas mot) que les Ecossais ne sont pas prêts à assumer, car leurs priorités vont au pouvoir d'achat et à la crise de leur système de santé.

Refus d'un retour à la violence

En Irlande, le contexte est très différent, mais les réticences des Irlandais et des Nord-Irlandais vis-à-vis d'un grand chambardement territorial sont assez similaires. Les Nord-Irlandais ont voté en majorité (56 %) contre le Brexit en 2016. Ce dernier a abouti à la création d'une [frontière douanière en mer d'Irlande](#), qui a fortement contrarié la communauté protestante et unioniste, attachée au maintien dans le Royaume-Uni.

Le Sinn Féin, le principal parti pro-réunification de l'île, s'est silencieusement félicité de cette nouvelle donne, engrangeant en parallèle des soutiens au Nord et au Sud grâce à des propositions de réformes très sociales et des efforts pour polir son image – il fut jusque dans les années 1990 la branche politique de l'Armée républicaine irlandaise, groupe paramilitaire considéré comme terroriste par Londres.

Mais sa raison d'être reste la réunification de l'île, alors qu'une majorité de Nord-Irlandais sont davantage préoccupés par la pénurie de logements abordables ou la difficulté à décrocher des emplois rémunérateurs. Ils refusent aussi le retour de la violence, alors que la perspective d'une fin de la partition braque la communauté unioniste, dans une société encore meurtrie par [la guerre civile qui a opposé pendant trente ans les catholiques aux protestants](#) (jusqu'au traité de paix du Vendredi saint, en 1998).

En République d'Irlande, les inquiétudes du quotidien incitent également au statu quo davantage qu'à un futur aventureux. [Une coalition des partis de centre droit, Fianna Fail et Fine Gael, est sur le point de se reconstituer](#) après les élections générales du 29 novembre. Les électeurs n'ont pas apporté le soutien suffisant au Sinn Féin, troisième parti au Sud, pour décrocher une majorité absolue et accéder pour la première fois de son histoire au pouvoir à Dublin.

Les sentiments nationalistes n'ont pas pour autant disparu dans ces îles et nations britanniques, les rêves d'indépendance ou de réunification restent vivaces. En Irlande du Nord, [un sondage réalisé par l'Economic and Social Research Council indiquait, en octobre](#), que le soutien au maintien dans le Royaume-Uni était passé pour la première fois sous la barre symbolique des 50 % des sondés (à 48,6 %). En Ecosse, entre 45 % et 50 % des personnes interrogées continuent à souhaiter l'indépendance, qu'elles considèrent davantage comme un futur enviable que comme une affaire pressante. Le Brexit ne semblait simplement pas une raison suffisante pour précipiter le cours de l'histoire.